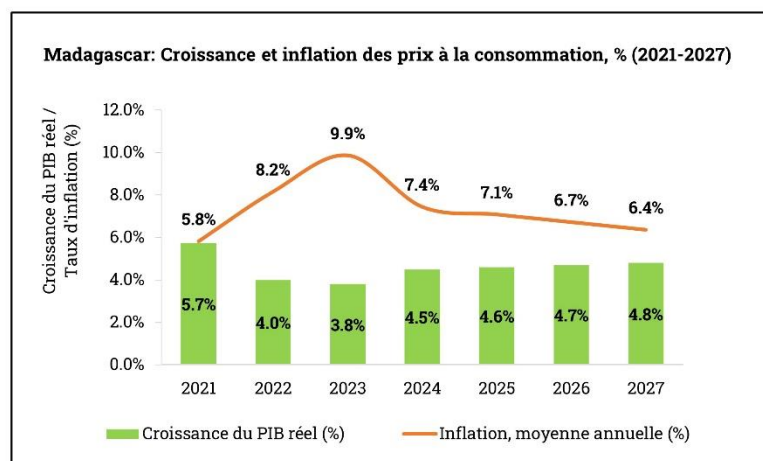


L'économie malgache s'est lentement remise des derniers chocs économiques mondiaux causés par le conflit entre la Russie et l'Ukraine. La croissance du PIB réel devrait passer de 3,8 % en 2023 à 4,5 % en 2024, après avoir atteint un taux de croissance annuel moyen de 4,5 % de 2021 à 2023. La croissance économique a été largement influencée ou tirée par les secteurs du commerce, de la construction et des services¹. L'inflation devrait diminuer à 7,4 % en 2024, contre 9,9 % en 2023, après avoir atteint un taux annuel moyen de 7,9 % de 2021 à 2023. L'inflation a été largement influencée ou alimentée par les produits alimentaires et les boissons non alcoolisées, les services publics, ainsi que les vêtements et les textiles².

Figure 1 : Croissance et inflation des prix à la consommation à Madagascar, en % (2021-2027)



Source(s) : FMI 2024, *Base de données des Perspectives de l'économie mondiale* : octobre 2024, Fonds monétaire international : Washington, D.C.
Disponible à l'adresse : <https://www.imf.org/> [Dernière consultation : 13 décembre 2024].

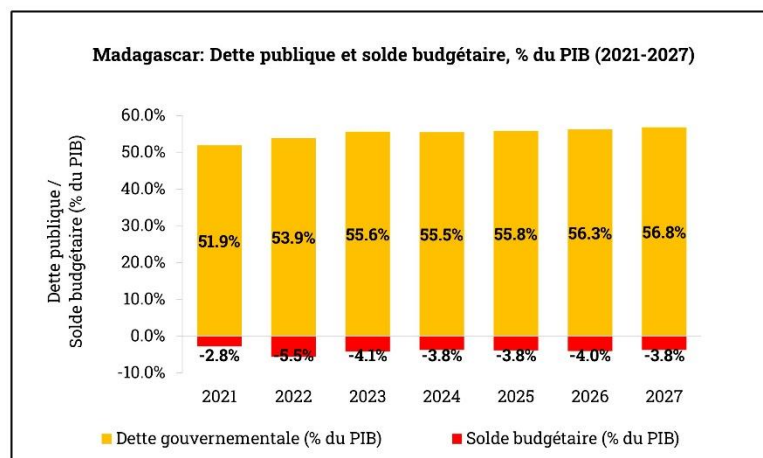
Les critères de convergence macroéconomique de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) visent à promouvoir la stabilité économique et l'harmonisation entre les États membres en ciblant des indicateurs économiques spécifiques. Les critères sont axés sur les taux d'inflation, les déficits budgétaires, les ratios dette/PIB et la stabilité des taux de change. Les critères de la SADC comprennent le maintien de taux d'inflation inférieurs à 5% et de déficits budgétaires inférieurs à 3% du PIB, ainsi qu'un ratio de dette publique inférieur à 60% du PIB. En 2024, les niveaux d'inflation à Madagascar sont supérieurs à ceux de la SADC à 7,4% en raison de

¹ <https://www.banky-foibe.mg/actualite/decision-politique-monetaire-du-4-fevrier-2025>.

² https://www.banky-foibe.mg/fonction_indices-des-prix-par-fonction.

la hausse des coûts de production des produits locaux qui représentent une part importante du panier de consommation³. À ces niveaux d'inflation, selon la règle des soixante-dix, le pouvoir d'achat ou la valeur de la MGA* est divisé par deux tous les 9 ans et 6 mois⁴. L'inflation devrait diminuer à 7,1 % en 2025 avant d'atteindre une moyenne annuelle de 6,7 % pour les années 2025 à 2027. À ces niveaux, l'inflation devrait rester supérieure à la référence de la SADC. Néanmoins, l'inflation à Madagascar devrait se modérer en raison d'une politique monétaire restrictive et des perspectives de croissance soutenues par les investissements dans le développement des infrastructures, l'électrification et l'augmentation de la productivité agricole à moyen terme⁵. Ainsi, selon la règle des soixante-dix, ce niveau de pression inflationniste réduirait de moitié le pouvoir d'achat ou la valeur du MGA dans un délai de 10 ans et 5 mois. Cela souligne l'importance de continuer à améliorer le cadre de politique monétaire afin d'assurer des mécanismes efficaces de transmission de la politique monétaire et une communication crédible pour aligner les anticipations inflationnistes sur l'orientation de la politique monétaire. Enfin, Madagascar doit également s'assurer que ses investissements dans les infrastructures résistent aux chocs climatiques défavorables afin de réduire leur impact sur l'économie et le secteur extérieur.

Figure 2 : Dette publique et solde budgétaire de Madagascar, en % du PIB (2021-2027)



Sources : FMI 2024, base de données des Perspectives de l'économie mondiale : octobre 2024, supra.

Le solde budgétaire du gouvernement malgache est supérieur à celui de la SADC à -3,8% du PIB en raison du coût de reconstruction des infrastructures physiques détruites par les cyclones récurrents⁶. À ces niveaux d'équilibre budgétaire, la dette du gouvernement malgache devrait augmenter en 2024. La dette publique devrait légèrement diminuer pour s'établir à 55,5 % du PIB en 2024, contre 55,6 % du PIB en 2023, après avoir atteint une moyenne annuelle de 53,8 % du PIB de 2021 à 2023. À ces niveaux, la dette publique reste inférieure à la référence de la SADC en 2024. Le déficit budgétaire de Madagascar devrait se creuser à -3,9% du PIB pour la période 2025-2027.

³ <https://www.banky-foibe.mg/actualite/decision-politique-monetaire-du-4-fevrier-2025>.

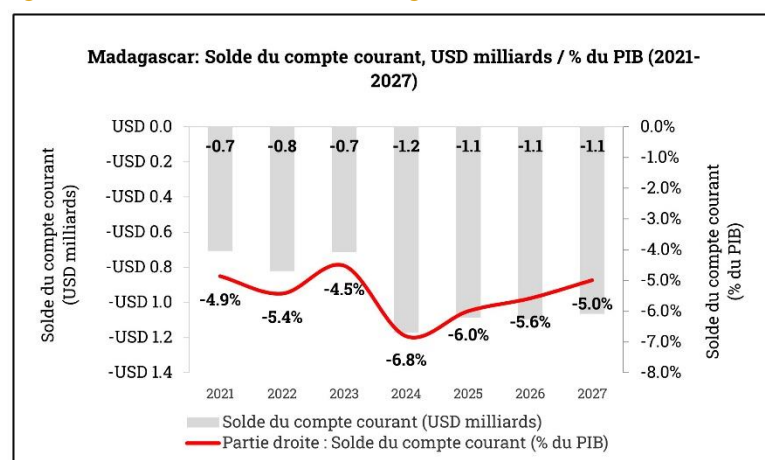
⁴ La règle de 70 est une méthode simple pour estimer le temps nécessaire pour qu'une variable double ou divise par deux, compte tenu de son taux de croissance annuel fixe ou de son taux d'amortissement, en divisant 70 par le pourcentage du taux de croissance ou du taux d'amortissement.

⁵ <https://www.imf.org/-/media/Files/Publications/CR/2024/French/IMDGFA2024001.ashx>.

⁶ <https://www.imf.org/-/media/Files/Publications/CR/2024/French/IMDGFA2024001.ashx>.

Dans le même temps, la dette publique de Madagascar devrait passer à 55,8 % du PIB en 2025 avant d'atteindre une moyenne annuelle de 56,3 % du PIB en raison de la mobilisation des recettes par le biais d'interventions de politique fiscale et administrative et de la mise en place d'un mécanisme de tarification automatique des carburants et d'un plan de relance de l'activité pour Jirama réduisant les transferts fiscaux vers le secteur de l'énergie à moyen terme⁷. Le Gouvernement a récemment lancé une plateforme numérique pour coordonner et gérer l'ensemble du processus d'élaboration des projets et programmes, y compris la gestion financière et le suivi technique⁸. Ces réformes devraient améliorer la situation budgétaire et réduire progressivement les niveaux de dette publique à moyen terme. Toutefois, les chocs liés aux conditions météorologiques présentent un risque baissier important qui pourrait accroître les exigences en matière de dépenses publiques et compromettre les plans de réforme. L'impact des chocs climatiques pourrait affecter le secteur extérieur et la balance des paiements de Madagascar, faisant dérailler davantage les plans de réforme.

Figure 3 : Balance courante de Madagascar, USD* milliards / % du PIB (2021-2027)



Sources : FMI 2024, base de données des Perspectives de l'économie mondiale : octobre 2024, supra.

En 2024, le déficit du compte courant de Madagascar devrait s'être creusé à -USD 1,2 milliard (environ -6,8 % du PIB), contre -USD 714,0 millions (environ -4,5 % du PIB) en 2023, après avoir atteint un déficit courant annuel moyen de -USD 747,7 millions (environ -4,9 % du PIB) pour la période 2021-2023. C'est bien au-dessus de la référence de la SADC qui tablait sur un déficit courant ne dépassant pas -3,0% du PIB. Le déficit de la balance courante devrait s'être creusé en raison de la baisse des prix des matières premières, entraînant une baisse de -17,2% en glissement annuel des exportations totales de biens et une augmentation de 2,9% des importations totales en 2014⁹. À moyen terme, de 2025 à 2027, le déficit courant de Madagascar devrait se réduire légèrement à -USD 1,1 milliard (environ -5,5% du PIB). Le déficit de la balance courante devrait rester supérieur à la référence de la SADC. Le déficit de la balance courante devrait se réduire, se creuser en raison de

⁷ <https://www.imf.org/-/media/Files/Publications/CR/2024/French/IMDGFA2024001.ashx>.

⁸ <https://www.mef.gov.mg/assets/file/communiqu/31571.pdf>.

⁹ <https://www.banky-foibe.mg/admin/download.php?file=11167>.

l'augmentation des investissements visant à accroître la résilience aux chocs météorologiques à moyen terme¹⁰. Le gouvernement de Madagascar a demandé un financement au Fonds monétaire international au titre de la facilité élargie de crédit et de la facilité pour la résilience et la durabilité (RSF)¹¹. Ces réformes prévues devraient contribuer à améliorer la résilience de Madagascar face aux chocs climatiques récurrents et à améliorer progressivement le secteur extérieur et permettre l'accumulation de tampons extérieurs à moyen terme.

¹⁰ <https://www.banky-foibe.mg/admin/download.php?file=11167>.

¹¹ <https://www.imf.org/-/media/Files/Publications/CR/2024/French/IMDGFA2024001.ashx>.

Contact Développement

Service d'information PESA

Courriel : info@politiceconomy.org.za

© 2025 Economie politique Afrique australe, NPC

Tous droits réservés. Publié en 2025.

PESA 2025. *PESA Editorial, Madagascar : 2H2024/25*, Economie politique Afrique australe : Pretoria.

Éditorial de PESA

L'éditorial de PESA présente des recherches menées par le personnel de PESA sur des questions d'intérêt régional, régional ou national. Les opinions exprimées dans cette publication sont celles de l'auteur ou des auteurs et ne représentent pas nécessairement les opinions de la PESA, de son conseil consultatif ou de la direction de la PESA.

Note (*) :

Dans cette publication, « MGA » fait référence à l'Ariary malgache et « USD » fait référence au Dollar des États-Unis. Sauf indication contraire, toutes les comparaisons en pourcentage sont effectuées d'une année sur l'autre.

PESA

Pretoria, Gauteng, Afrique du Sud

Pour des corrections, des questions ou d'autres services, veuillez contacter : Services d'information PESA.

© Copyright Economie Politique Afrique Australe NPC. Ce rapport est confidentiel et ne peut être utilisé que par le ou les destinataires prévus. Il ne peut être distribué par le(s) destinataire(s) prévu(s) à une autre partie, sans le consentement exprès préalable de l'APN d'économie politique d'Afrique australe (PESA). PESA ne garantit pas l'exactitude des données incluses dans cette publication et n'accepte aucune responsabilité pour toute conséquence de leur utilisation. PESA encourage l'impression ou la copie d'informations exclusivement à des fins personnelles et non commerciales, avec une reconnaissance appropriée de PESA. Il est interdit aux utilisateurs de revendre, de redistribuer ou de créer des œuvres dérivées à des fins commerciales sans le consentement écrit exprès de PESA. En désignant ou en faisant référence à un territoire ou à une zone géographique particulière, ou en utilisant le terme « pays » dans le présent document, PESA n'a pas l'intention de porter de jugement sur le statut juridique ou autre d'un territoire ou d'une zone.